

**SNES-FSU / FCPE / FNEC-FP-FO / SNUIPP-FSU / SGEN-CCFD / SGL / SOLIDAIRE / SOLIDAIRE
Education / SE-UNSA / UNSA-éducation / UNAF / UNEF / UNSEN-CGT**

Déclaration commune au CSE du 15 mai

Nous constatons au fil des mois une détérioration des conditions de travail au Conseil supérieur de l'éducation : ordre du jour pléthorique, délai d'examen des textes en amont réduit, modification en séance de l'ordre de passage des textes. La dernière séance s'est terminée à plus de 9h du soir !

Il est de plus difficile de suivre du fait du nombre d'amendements, lié au caractère inabouti des textes présentés.

Nous demandons à l'administration a minima de respecter la charte du CSE.

Nos organisations ont développé à plusieurs reprises au CSE les conséquences des différentes réformes engagées pour l'enseignement supérieur et le lycée, en termes d'accompagnement et de suivi des élèves pour l'élaboration de leurs parcours de formation et leurs choix d'orientation. Or, vous avez annoncé vouloir prendre la décision de fermer les centres d'information et d'orientation. Ces centres constituent le seul service public de proximité au sein de l'Education nationale à pouvoir offrir gratuitement à tous les élèves et sur tout le territoire, l'aide de psychologues spécifiquement formés pour la contribution à leur réussite et à l'élaboration de leurs projets d'avenir. En plus de leur fermeture, vous envisagez de mettre leurs personnels à disposition des régions. Au-delà d'une volonté de réassurance trompeuse, nous ne pouvons entendre vos arguments sur une plus grande proximité des PsyEN, nommés dans les EPLE, avec les élèves et leur famille alors que vous prévoyez de les mettre au service des régions et de leur attribuer de nouvelles tâches.

En effet, le projet de loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » a prévu le transfert des DRONISEP et de leurs personnels aux régions. Cette mesure qui donnerait un pouvoir étendu aux régions pour dispenser l'information à destination des élèves ne peut que porter atteinte à la nécessité d'une information nationale, gratuite, fiable, objective, ne dépendant pas exclusivement des caractéristiques du marché de l'emploi régional, à un instant donné. Nos organisations ont déjà par ailleurs, pu constater au travers de divers portails régionaux, la porosité entre l'information et la proposition de services additionnels de coaching payants. Ces dérives ne pourront qu'amplifier les inégalités sociales et de territoire pour les élèves et les étudiants.

Nous vous demandons de renoncer à ces projets.

Les alertes portées par nos organisations, lors de CSE précédents n'ont pas été entendues. L'incompréhension et le mécontentement des personnels, des parents et des jeunes sont profonds. Il est urgent de les prendre en compte.